

Les 4 frères Sarkozy

LA SAGA

On parle beaucoup de conflits d'intérêts dans la vie politique ces derniers temps. Des amitiés de **Nicolas Sarkozy** avec le milieu de la finance et des médias, de l'affaire **Woerth-Bettencourt** aux récentes révélations du livre de **Martin Hirsch**, mais les journalistes « officiels » oublient aussi d'autres évidences. Alors que le déficit prévisionnel de la Sécurité Sociale a été annoncé cette semaine et qu'une diminution des remboursements est d'ores et déjà au programme, il est temps de se pencher sur le secteur de la santé, de comprendre son fonctionnement, et surtout d'en connaître les acteurs.



Le Pôle Emploi, né de la fusion de l'ANPE et de l'ASSEDIC sur une idée de Nicolas Sarkozy, compte 50.000 employés. La Sécurité Sociale, comprenant l'Assurance Maladie, l'Assurance Vieillesse et les URSSAF compte 120.000 employés. Ces deux organismes ont été concernés par une réforme récente concernant les Complémentaires Santé. Ainsi, depuis le 1er janvier 2009, 170.000 employés ont été contraints de résilier leurs contrats avec leurs mutuelles pour adhérer à une "mutuelle employeur obligatoire;". Ceux qui ont des enfants ont également été obligés d'inscrire ces derniers sur le nouveau contrat (sauf s'ils étaient déjà ayant-droits sur le compte du conjoint via une mutuelle employeur obligatoire). On peut appeler ça du passage en force. C'est une conséquence de la loi Fillon de 2003.



Ce qui est encore plus étonnant, c'est de constater que c'est le même organisme qui a remporté les deux marchés. Je ne connais pas les modalités des appels d'offre mais je m'étonne de voir que c'est le groupe **Malakoff-Médéric** qui a raflé la mise, obtenant d'un coup, d'un seul, 170.000 adhérents supplémentaires, sans compter les ayant-droits. Ajoutez à cela les 800.000 salariés CHR (café-hôtellerie- restauration) qui rentreront dans le dispositif en janvier 2011... c'est encore Malakoff Médéric qui a emporté le marché. Revenons donc sur l'histoire de cette compagnie d'assurance et de prévoyance pour comprendre un peu mieux les enjeux.



Pour vous donner une idée du poids de Malakoff-Médéric sur le marché français, c'est le n°1 des groupes paritaires de protection sociale, n°2 de la retraite complémentaire et n°3 en santé collective (classement Argus de l'Assurance). Le groupe est né de la fusion de Malakoff et Médéric (d'où son nom) le 30 juin 2008, soit 6 mois avant la mise en place du dispositif "mutuelle obligatoire employeur;" pour la Sécurité Sociale et le Pôle Emploi. Ainsi, dès le 1er Juillet, le président de Médéric cède sa place pour laisser seul au commande du groupe, le président de Malakoff : un certain **Guillaume Sarkozy**. Ce dernier est loin d'être un inconnu : au **Medef** de 2000 à 2006, il a aussi été le vice-président de la **CNAM** de 2004 à 2005. Guillaume Sarkozy, comme son nom l'indique, est le frère de Nicolas.



Puisque j'évoque la fratrie Sarkozy, intéressons-nous maintenant au troisième larron : **François Sarkozy**. Pédiatre de formation, François a abandonné la pratique de la médecine pour se consacrer à l'industrie pharmaceutique (principalement orientée vers la gériatrie) depuis 2001. Ainsi, il siège au conseil de surveillance de **Bio Alliance Pharma** et est devenu le président d'**AEC Partners** dont une des missions est le conseil aux fonds d'investissement.

Par ailleurs, François Sarkozy a également lancé une chaîne de télévision spécialisée dans la santé sur internet... financée par le laboratoire **Sanofi**. Ajoutons à cela ses relations avec le groupe **Paris Biotech Santé**, l'un des protagonistes de l'affaire de l'**Arche de Zoé**, et on l'aura compris, l'homme a tissé sa toile : il fait partie aujourd'hui des puissants lobbyistes de l'industrie pharmaceutique. D'ailleurs le grand plan Alzheimer lancé par le gouvernement est un joli cadeau de quelques centaines de millions d'euros, une aubaine pour le secteur dont il défend les intérêts.



Et maintenant la cerise sur le gâteau, celui dont on ne parle jamais, le cerveau, l'éminence grise : **Olivier Sarkozy** (demi-frère de Nicolas Sarkozy), qui copilote depuis avril 2008 l'activité mondiale de services financiers de **Carlyle Group** (http://fr.wikipedia.org/wiki/Carlyle_group), probablement celui qui tire les ficelles.

Le Groupe Carlyle est une société d'investissement américaine fondée en 1987. Basé à Washington D.C., il est présent dans de nombreux domaines d'activités, comme l'aéronautique, la défense,

l'industrie automobile et des transports, l'énergie, les télécommunications et les médias. Ses investissements sont essentiellement situés en Amérique du Nord, en Europe et en Asie du Sud-Est. Le groupe possède 89,3 milliards de dollars de capitaux propres et il emploie plus de 515 professionnels de l'investissement dans 21 pays. Les différentes entreprises de son portefeuille emploient, quant à elles, plus de 286 000 personnes dans le monde et Carlyle a environ 1 100 investisseurs répartis dans 31 pays à travers le monde.

Pour rappel, le groupe Carlyle a ou a eu parmi ses membres actifs l'ancien Premier ministre britannique **John Major**, **James Baker**, ancien secrétaire d'État américain, **George Bush père**, ancien directeur de la CIA et ancien président des États-Unis, **Frank Carlucci**, ancien directeur de la CIA et secrétaire à la Défense américain, **Karl Otto Pöhl**, ex-président de la Bundesbank, la famille **Ben-Laden** et plusieurs chef d'État et de gouvernement.

Le groupe Carlyle n'est pas coté en Bourse, et n'est donc non tenu de communiquer à la Securities and Exchange Commission (la commission américaine chargée de veiller à la régularité des opérations boursières) le nom des associés, des actionnaires, pas plus que le nombre de leurs parts respectives.

4 FRÈRES

Le cerveau qui copilote l'activité mondiale des services financiers d'une multinationale tentaculaire, l'un en charge de l'exécutif de la France, notre Président, l'un à la tête d'un des plus gros groupe d'assurance santé et le dernier qui sert les intérêts des laboratoires. Si ça ne s'appelle pas un conflit d'intérêt, je me demande ce que c'est... Pourtant les médias en parlent peu et préfèrent s'étendre sur les amis milliardaires de Nicolas Sarkozy. On peut légitimement nourrir des inquiétudes sur l'avenir de notre pays. Les réformes engagées depuis 2004 ne font que confirmer sa détérioration et l'on peut prédire le démantèlement de toutes nos structures sociales et services publics d'ici quelques années.

Placé le 28 octobre 2010, par [Mecanopolis](#).

Suppléments:

Olivier Sarkozy au Carlyle Group

Le demi-frère du président de la République française entre à la direction du sulfureux et influent groupe d'investissement.

Une information discrète, mais d'importance, repérée par le très intéressant blog French Politics : le Carlyle Group, bien connu de ceux qui ont vu le pamphlet palmé de Mickael Moore Fahrenheit 9/11, vient d'embaucher le demi-frère de Nicolas Sarkozy comme co-directeur des services financiers du groupe. La dépêche Reuters cite le co-fondateur du groupe David Rubinstein : "[Olivier] a une carrière et un réseau incroyables, qui aideront Carlyle à capitaliser sur les bouleversements dans le secteur des services financiers et d'étendre notre présence sur cette partie importante et croissante de l'économie mondiale". La proximité très grande du groupe d'investissement avec la Maison-Blanche et les lieux de pouvoir mondiaux n'est pas nouvelle. En revanche, si les membres sont souvent d'anciens dirigeants de pays ou d'organismes internationaux, le débauchage de proches de présidents semble assez nouveau et confirme les mœurs du président français en matière de séparation des pouvoirs et d'utilisation de l'influence politique pour des bénéfices privés. Enfin, il est notable que, hormis quelques courtes (et discrètes) dépêches, aucun grand quotidien français ne semble estimer l'importance d'une telle information.

par Hobbes _ source: **Agora Vox**



Publié le 28/10/2010 à 16:16 - Le Point.fr

MALAKOFF-MÉDÉRIC - Le frère de Sarkozy soupçonné de tirer profit de la réforme des retraites

Par Pauline de Saint Remy



Guillaume Sarkozy, frère aîné du Président, est délégué général du groupe Malakoff-Médéric, un groupe de retraite complémentaire et de prévoyance.

Cela pourrait être un parfait cas d'école pour [la commission sur les conflits d'intérêts](#) à laquelle participent en ce moment des hommes politiques de tous bords. Guillaume Sarkozy, frère aîné du

Président, assureur de son état, bénéficierait du soutien indirect de Nicolas pour croquer le gâteau de la retraite par capitalisation, selon le site [Mediapart](#). L'accusation, qui s'appuie sur un certain nombre de coïncidences troublantes, semble énorme : la réforme des retraites aurait été calibrée pour "asphyxier le système des retraites par répartition" et faire les bonnes affaires de Guillaume Sarkozy. En d'autres termes, les nouvelles mesures d'âge devraient accentuer la baisse du niveau de pensions publiques, et donc le besoin de recourir à des assureurs privés. Mais l'affaire est prise très au sérieux, jusqu'au Parlement, puisque mardi, le [député André Gérin \(PCF\) a relayé ces accusations à l'Assemblée nationale](#), provoquant un léger malaise, peu de temps avant le vote de la réforme.

Retour sur les faits. Délégué général du groupe Malakoff-Médéric, un groupe de retraite complémentaire et de prévoyance, Guillaume Sarkozy sera dès janvier 2011 président du conseil de surveillance de Sevriena (le nom de la société est provisoire), un fonds de pension à l'américaine, typique d'un système de retraites par capitalisation. Autrement dit, un fonds d'investissement réservé à l'épargne salariale et à l'assurance retraite "supplémentaire". Sevriena est une "joint-venture" - coentreprise - issue d'un partenariat entre Malakoff-Médéric, et la Caisse nationale de prévoyance (CNP Assurances), premier assureur de personnes en France. Or le groupe privé CNP Assurances se trouve être depuis 1991 une filiale de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), un groupe public, "au service de l'intérêt général et du développement économique". Pour Mediapart, c'est donc une "alliance contre nature".

"N'importe qui aurait pu parier sur le développement de la capitalisation !" (Malakoff-Médéric)

Si Sevriena ne doit entrer en activité qu'à partir de janvier 2011, son existence juridique est déjà actée. Le projet remonte à début 2008, de l'aveu même de Malakoff-Médéric. Et force est de constater que Sevriena mise sur un marché plutôt porteur, puisque, avec la baisse prévue de 8 % du niveau des pensions de retraite en France, le Conseil d'orientation sur les retraites estime que le marché de la retraite par capitalisation représentera un pactole de 40 à 110 milliards d'euros par an à horizon 2020. Pour Mediapart, la mise en oeuvre du projet deux ans avant la réforme des retraites tend à

prouver que ses instigateurs en savaient plus que les autres sur la réforme mère du gouvernement Fillon, qui favorise, selon eux, le développement d'un système par capitalisation. "Nous ne contestons pas les faits, nous en contestons l'interprétation", martèle Yann Charron, directeur général adjoint chez Malakoff-Médéric. "Il est ridicule d'insinuer que Guillaume Sarkozy aurait bénéficié d'informations, n'importe qui aurait pu parier sur le développement de la capitalisation, au regard de l'évolution démographique du pays !" explique Yann Charron.

Deuxième argument-choc du côté du groupe de prévoyance, qui s'estime victime d'"amalgame" et de "désinformation" : "La structure commune (SAS) sera une filiale à 50/50 de CNP Assurances et Malakoff-Médéric. Nous sommes un groupe paritaire et mutualiste, à but non lucratif. Et nous continuerons à appliquer les mêmes règles avec cette filiale, à savoir que les résultats financiers qui reviendront au groupe Malakoff-Médéric seront réinvestis au seul service de nos clients." Tout est fait pour ne pas impliquer personnellement le frère du Président, qui s'abstient de s'exprimer personnellement sur l'affaire. "Je rappelle que Guillaume Sarkozy est salarié de Malakoff-Médéric, il n'en est pas actionnaire et encore moins propriétaire, mais délégué général. Il n'a ni actions ni retraite chapeau ou je ne sais quoi," rappelle simplement Yann Charron.

Une seule chose est sûre : le "gâteau" de l'assurance retraite supplémentaire existe bel est bien. La question est de savoir qui va en profiter. Alors, Malakoff-Médéric, sûr de sa bonne cause, pose la question : "Est-ce qu'il ne vaut mieux pas, pour le bien de nos clients, que des acteurs comme nous, paritaires et mutualistes, non lucratifs, soient également sur ce marché ?"